

Burundi : des partis évaluent différemment la campagne référendaire

@rib News, 07/05/2018 Source Xinhua Des partis politiques et acteurs politiques qui battent campagne référendaire depuis le 2 mai au Burundi ont fait lundi des évaluations différemment appréciées du déroulement de cette campagne, six jours de sa fin.

Sur quatre leaders de partis politiques et acteurs politiques qui se sont exprimés sur la radio associative Isanganiro, trois sont entièrement satisfaits du climat sain et serein dans lequel se déroule la campagne et demandent que rien ne puisse inverser les choses. Un seul parti a porté plainte contre des intimidations et arrestations dont ont fait objet ses militants faisant la campagne du Non sur le terrain. Selon Pierre Céléstin Ndikumana, le président du groupe parlementaire Coalition Amizero y'Abarundi (Espoir des Burundi) qui a fait part de ses préoccupations sur ces intimidations et arrestations, "on a arrêté dimanche dans la commune de Mutambu de la province de Bujumbura 15 personnes au vu et au su de l'administration uniquement parce qu'elles étaient soupçonnées de battre campagne pour le Non". Elles étaient en réunion pour préparer la campagne du Non et que c'était leur droit car, a-t-il dit, "les gens doivent comprendre que nous sommes dans la campagne du Non et du Oui et que chacun a les mêmes droits". Il a parlé aussi d'autres menaces et intimidations dont ont fait objet les militants de cette coalition dans les provinces de Bururi au sud du pays et de Gitega au centre, dans le déroulement de la campagne. Le parti Sahwanya Frodebu qui lui aussi bat la campagne avec le NON comme mot d'ordre, se déclare par contre satisfait du déroulement de la campagne. "Jusqu'aujourd'hui, nous n'avons pas encore constaté d'incidents particuliers même si au début nos militants avaient de l'inquiétude. Je constate que progressivement, que ce soient nos militants, que ce soit l'administration, ils sont en train de s'habituer à la tolérance", a déclaré Lonce Ngendakumana, vice-président de ce parti de feu président Melchior Ndadaye. Il a toutefois regretté un cas des militants de son parti qui sont en train d'être malmenés dans la province de Rumonge au sud-ouest du pays et a promis qu'il va "entrer en contact avec l'administration locale pour que cette question soit vidée", avant de demander aux forces de l'ordre de sécuriser de la même manière les endroits théâtrales de campagne. Les partis du camp qui bat la campagne pour le Oui n'éprouvent pas de difficulté dans ce travail. L'Union pour la Progrès National (UPRONA) représentée par son secrétaire général, Olivier Nkurunziza, et l'Union pour la Paix et le Développement (UPD-Zigamibanga) d'Abdoul Kassim, ont tous les deux bien apprécié le déroulement de la campagne. "On n'a pas encore rencontré de problème sur le terrain (...). Nous encourageons l'administration et d'autres partis politiques de continuer de créer un climat serein pour que cette campagne soit une campagne de paix pour arriver au scrutin du 17 mai 2018 sans aucune plainte au niveau des responsables des partis politiques ou des acteurs politiques qui sont sur le terrain pour le moment", a reconnu Olivier Nkurunziza. "Notre appréciation est largement positive parce qu'on a vu des populations répondre massivement à cette campagne et on a aussi vu des couleurs de partis qui se croisaient dans les rues sans incidents", a affirmé le président de l'UPD-Zigamibanga. Cette campagne pour voter pour le Oui ou le Non le projet de la Constitution révisée, a officiellement commencé le 1er mai 2018, mais a été lancée par le chef de l'Etat Pierre Nkurunziza le lendemain, et est censée se clôturer officiellement le 11 mai soit quatre jours avant le grand rendez-vous du 17 mai 2018 où le peuple burundais en âge de voter vont se rendre aux urnes. Si le projet est adopté au référendum le 17 mai prochain, le Burundi se dotera d'une nouvelle constitution dont les innovations fondamentales comprendront notamment le passage à un mandat présidentiel de sept ans renouvelable une fois au lieu de cinq aujourd'hui, la création d'un poste de Premier ministre, et l'adhésion au calendrier budgétaire en vogue dans les cinq autres pays de la Communauté Est-Africaine (CEA).

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});